

# Bruno Le Maire dénonce «l'intransigeance» de Suez et «la précipitation» de Veolia

L'opération de rachat de Suez par Veolia «ne fonctionnera pas» sans un accord entre les deux groupes, a estimé le ministre de l'Économie après qu'Engie a décidé de céder sa participation dans l'entreprise de gestion d'eau et de déchets.

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 1 heure



Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. ALAIN JOCARD / AFP

Au lendemain de la décision d'Engie d'accepter de céder à Veolia ses parts dans Suez, contre l'avis des administrateurs représentant l'État, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire a estimé sur France info que cette opération «*ne fonctionnera pas*» sans un accord entre les deux groupes. Dénonçant «*l'intransigeance*» de Suez et «*la*

*précipitation» de Veolia, il a souhaité que «les discussions reprennent tout de suite». « Nous étions à un centimètre de l'accord». «Les mariages de force (...) je n'y crois pas. Je pense que ça ne marche pas», a insisté Bruno Le Maire, défendant la position «constante» de l'État en faveur d'un «accord amiable» entre Suez et Veolia. Avant d'ajouter : «Les OPA hostiles appartiennent à un capitalisme du passé. (...) Notre intérêt est qu'il y ait deux champions et que l'emploi soit préservé.»*

Le ministre de l'Économie a ensuite précisé que lui-même allait prendre du recul sur ce dossier qui agite la place de Paris. *«J'ai beaucoup donné dans cette affaire et je pense surtout aux 65 millions de Français qui s'inquiètent pour leur emploi (...), donc je vais m'occuper des Français.»*

Dans ce bras de fer qui dure depuis des semaines entre les deux fleurons français de l'eau et du traitement des déchets, le conseil d'administration d'Engie a décidé lundi soir d'accepter l'offre de Veolia et de lui vendre ses parts, en dépit du vote contraire de l'État, actionnaire à hauteur de 22% d'Engie. Selon des sources proches du dossier, les deux administrateurs CFDT d'Engie n'ont pas pris part au vote, tandis que l'administrateur CGT aurait voté contre et l'administrateur CGC aurait voté en faveur de l'opération, contre l'avis de sa fédération. L'offre améliorée de Veolia, qui propose à Engie 3,4 milliards d'euros (18 euros par action) pour 29,9% de Suez, expirait lundi à minuit.

Mardi matin dans un communiqué, *Suez a dit «prendre acte de la reprise par Veolia de 29,9% de son capital, d'une manière hostile et dans des conditions inédites et irrégulières», sans donner aucun détail supplémentaire.*

Au micro de France Inter, la ministre du Travail, Élisabeth Borne, a elle aussi réagi. *«On pourrait se dire que c'est une bonne nouvelle que l'on ait deux acteurs majeurs qui se rapprochent pour faire un*

*champion mondial. Mais les conditions dans lesquelles ça se passe sont extrêmement critiquables», a-t-elle jugé, appelant à plus de «sérénité dans ces débats». En tant que ministre du Travail, elle a assuré que sa «priorité» était : «aucunes suppressions d'emplois».*

**À VOIR AUSSI** - Véolia-Suez: «L'État ne cédera à aucun ultimatum», annonce Bruno Le Maire